



RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION 27 NOVEMBRE – 14H – MAIRIE CENTRALE MARSEILLE JOURNEE INTERNATIONALE POUR L'ELIMINATION DES VIOLENCES CONTRE LES FILLES ET LES FEMMES

Le mouvement contre les violences faites aux femmes a pris un nouvel essor partout dans le monde : lutte des afghanes pour leur vie et leurs droits fondamentaux supprimés par les milices talibanes au pouvoir, lutte des polonaises pour le droit à l'avortement, luttés des femmes Kurdes poursuivies du fait de leur engagement politique au Rojava... Nous sommes solidaires de la lutte des femmes du monde entier. Quand les femmes gagnent, ce sont toutes les femmes qui gagnent et in fine la société y gagne.

En France, nous avons obtenu des lois qui condamnent les violences faites aux femmes et de trop rares lois qui ouvrent la protection internationale à des femmes victimes de violences spécifiques. Nous avons obtenu quelques campagnes de prévention contre les violences conjugales, contre le harcèlement sexuel, pour l'égalité filles-garçons et pourtant, les chiffres sont terriblement stables. Tout continue. Ces lois ne sont pour la plupart pas appliquées. Les moyens et la volonté politique manquent.

LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES CONTINUENT

Les violences conjugales frappent chaque année plus de 200 000 femmes et se terminent trop souvent par des féminicides. En France, en 2021, 101 femmes ont été assassinées par leur conjoint ou par leur ex. Les violences sexuelles contre les femmes et les enfants sont massives et passées sous silence : 94000 femmes sont victimes de viol ou de tentative de viol chaque année, 1 fille sur 5 et un garçon sur 13 sont victimes d'inceste.

Aucun espace n'épargne les filles et les femmes.

Dans la rue et dans les transports, nous subissons le harcèlement, les insultes, les agressions sexuelles et les viols.

Sur les réseaux sociaux, le cyber harcèlement et les innombrables messages à caractère sexiste, qui ne sont quasiment jamais supprimés,

Dans l'espace privé, les violences conjugales, les viols, la pédocriminalité et les féminicides

Dans les établissements de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et au travail, nous harcelons sexuellement, agressions sexuelles et viols...

Nous nous confrontons toujours à l'inversion des responsabilités entre la victime et l'agresseur, à la suspicion de provocation, à la minimisation des faits, au chantage aux conséquences, au mépris, aux menaces de viol notamment pour les femmes lesbiennes... Les décisions de Justice montrent un mépris profond pour les victimes : déqualification des viols en agressions, voire en atteintes sexuelles, impunité des agresseurs. Dans le monde politique, nous avons assisté cette année à l'élection, la nomination, et parfois à la promotion, d'agresseurs sexuels et de personnalités ouvertement misogynes.

Nous nous confrontons aussi à des dévoilements et à des récupérations qui complexifient nos luttes. Ainsi, le système prostitutionnel se trouve au sommet de l'alliance entre capitalisme et patriarcat. Ce système d'exploitation est violent, raciste, sexiste. La très grande majorité des personnes en situation de prostitution sont des femmes et parmi elle la plupart sont étrangères. Elles sont pour la plupart contraintes par la violence et/ou par la misère et/ou par le non droit. Le système prostituteur réussit pourtant à trouver des alliés qui se revendiquent aussi du féminisme.

Le 27 Novembre, Marchons ensemble pour faire entendre les voix des femmes et des filles. Rendez-vous devant la Mairie centrale, à 14h.

Premières signataires : Osez le féminisme 13, Femmes solidaires Marseille, Assemblée des femmes, Negar, CEL, Solidarité Liberté Provence, Union des femmes GAMS Sud, Femmes solidaires 13, Mouvement Jeunes Femmes, Images et paroles, Centre des femmes Kurdes de Marseille, MMF, CAL, CDDF13, FFM, Eclosion 13, Attac Marseille, MRAP, Révolution féministe, Mouvement de la paix, FSU, Génération.s Marseille, PS13, PCF13

Les idéologies rétrogrades résistent, durcissent le ton, font monter les enchères et la violence. Cela pèse lourdement sur les violences sexistes et sexuelles. Nous avons à nous mobiliser contre le « backlash », le retour de bâton.

LES VIOLENCES ECONOMIQUES CONTRE LES FEMMES SE RENFORCENT

La crise sanitaire a agi comme un révélateur. Elle se traduit pour les femmes par des doubles ou triples journées, alors que, sous-payées, elles occupent la grande majorité des emplois qui permettent au pays de tenir dans cette crise. L'économie capitaliste s'appuie sur le patriarcat pour diviser, pour assurer la flexibilité et pour garantir l'activité sociale utile peu rémunérée et non rémunérée du travail domestique. Tout le système tient sur l'infériorisation des femmes, majoritaires dans les temps partiels, le travail précaire et invisible.

Avoir moins de droits, moins de revenus, moins de reconnaissance sociale et être plus dépendante, favorise le risque d'être victime de violences sexistes et sexuelles. Ces violences seront moins dénoncées, moins poursuivies, moins punies, du fait des inégalités sociales.

Le gouvernement ne peut prétendre lutter contre les violences masculines, alors qu'il augmente la précarité au travail, diminue la protection sociale, prévoit un projet de réforme des retraites défavorable aux femmes, ferme ses frontières aux migrantes, contraint celles qui sont en France en situation irrégulière, à une vie de non droit souvent pendant plusieurs années.

Nos revendications :

- **Adopter une loi cadre contre les violences sexistes et sexuelles qui permettrait de traiter tous les aspects, de la prévention à la répression, en passant par l'aide aux victimes et une clause de revoyure pour apporter des améliorations en fonction de l'expérience et des résultats obtenus.**
- **Développer un plan de formation obligatoire** pour tou.te.s les professionnel.le.s au contact de femmes victimes de violences : policier.e.s, gendarmes, magistrat.e.s., médecins, sans oublier les élu.e.s...
- **Développer un programme d'éducation à l'égalité femmes-hommes**, dès le plus jeune âge, tout au long de la scolarité et dans les formations professionnelles
- **Créer des places d'hébergement en nombre suffisant** conformément à la Convention d'Istanbul
- **Renforcer les moyens des associations et des syndicats** pour permettre l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et faciliter leur mobilité professionnelle en cas de nécessité.
- **Appliquer les lois existantes** en matière de violences sexistes et sexuelles.
- **Développer un accueil digne pour les migrant.e.s**, la régularisation avec droit au séjour et au travail étant le seul moyen de lutter contre les violences sexistes inhérentes aux situations de non droit.

Les violences patriarcales faites aux filles et aux femmes sont systémiques. Elles sont imbriquées dans nos modes de pensée et d'agir. Le gouvernement n'apporte que des demi-mesures sans mettre les moyens nécessaires pour mettre fin à l'insupportable. Pire, les institutions et les politiques se rendent complices, valident, soutiennent des positions qui cautionnent ces violences.